LA DÉFENSE
DES
VICTIMES POLITIQUES

Bulletin des Groupes d'Action contre la répression et la terreur

DIRECTION :
55, rue du Fg Montmartre, Paris-9e
Teleph. - Trudaine 77-41 / 77-42

On est prié de reproduire les articles et informations publiés ici.



16 Juillet 1926.

SOMMAIRE DU N° 5

0-0-0-0

Cette arrestation a provoqué une grande mécontentement de la poplation ouvrière de Varsovie, qui avait organisé spontanément une manifestation devant les prisons de Pawiak . Deux charges de police à cheval ont dispersé les manifestants et la police a opéré de nombreuses arrestations . A la suite de ces protestations, le député Łancucki a été libéré .

Mais la nouvelle arrestation du député Lancucki a été suivie par une manifestation de protestation des autres prisonniers politiques . A la suite de celle-ci, une attaque brutale des gardiens de prison, a eu lieu , et ceux-ci se sont jetés sur les prisonniers politiques en les maltraitant horriblement .

Comme les conditions de séjour dans les prisons de Pawiak sont très mauvaises, les prisonniers ont riposté par une grève de la faim. Ils ont demandé: la suspensions de visite de la police des moeurs vis à vis des prisonnières à la prison Serbia . En mêm temps, ils ont demandé la suppression des grillages aux fenetres (il faut savoir que devant les fenetres de la prison de Pawiak, outre les barreaux ordinaires, sont placées des grillages)

Ajoutons aussi que dans la même prison est incarcéré le député à la Diète Basynski, qui depuis trois mois, a été contraint de vivre dans une cellule isolée loin des autres prisonniers politiques .

Le lendemain , les prisonnières de Serbia se sont déclarées solidaires et ont commencé la grève de la faim .

Mais cette grève s'est terminée, car elle avait trouvée un écho parmi la population qui organisa de nombreuses manifestations devant la prison. Cette fois, satisfaction fut accordée aux prisonniers.

Décret sur l'enchainement des prisonniers

Le Ministre Meystowicz a décrété tout dernièrement comme obligatoire d'enchainer à chaque occasion les prisonniers politiques, mêmes quand ils sont conduits dans une voiture spéciale .

On sait qu'en Pologne les prisonniers politiques se défendent par tous les moyens contre cette mesure féroce ; le plus souvent, comme ils ne peuvent résister à la force policière, ils s'arretent dans la rue en demandant de les délier . C'est pour cela qu'on est assez souvent le témoin à Varsovie d'un spectacle où les prisonniers politiques sont trainés par les policiers , battus et ensanglantés . Ce spectacle se termine par une intervention du public et les arrestations de tous ceux qui protestent .

Le dernier décret du Ministre de la Justice consacre ce scandale officiellement .

Le sang coule ....

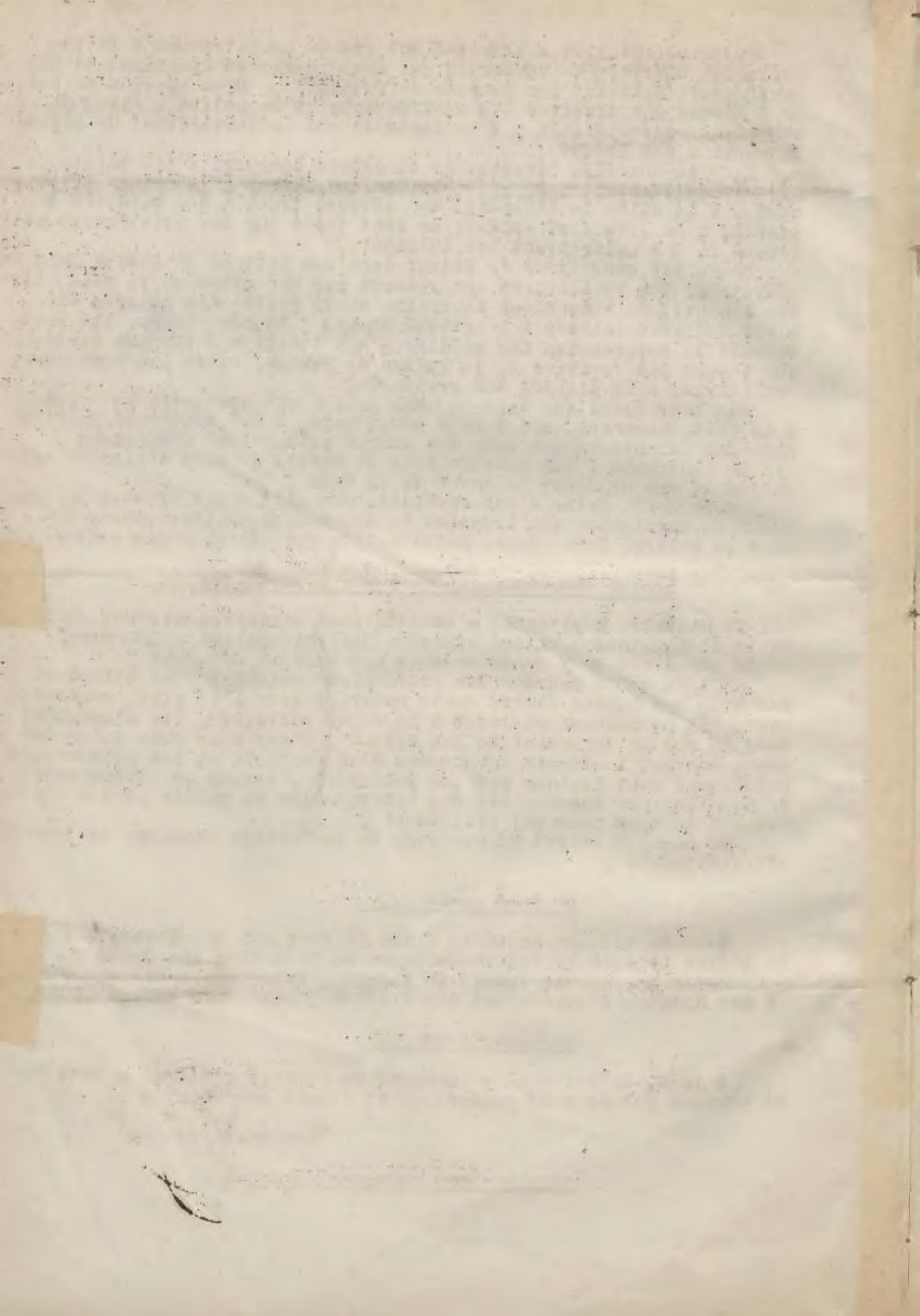
Dans le village Dreworka , des paysans ont été attaqués par la police pendant qu'ils ramassaient du bois dans une forêt .

Après une courte lutte, un paysan , Yvanczuk, a été tué sur place et une dizaine d'autres ont été blessés . Plusieurs arrestations.

Condamnations ...

A Lwow, le tribunal a condamné un ouvrier I.Fluga, a cinq ans de travaux forcés pour colportage de tracts communistes .

"Robotnik" 7/9/28)



E N P O L O G N E

UN APPEL.-

Nous avons reçu,avec prière d'insérer, l'appel suivant:

MEMBRES DU M.O.P.R.! OUVRIERS ET PAYSANS!
TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS!

"Depuis de longs mois, l'attention des travailleurs de tous les pays est fixée sur les évènements de Pologne. Chaque jour apporte de nouveaux actes inouïs de la terreur blanche, de la bourgeoisie polonaise contre les masses populaires.

"Dans les rues des villes de Pologne se sont produites des bagarres sanglantes de chômeurs et d'ouvriers affamés. Dans les villages, les arbitraires policiers se multiplient sans arrêt.

"Partout,et en particulier dans les régions de l'Est, les revendications des minorités nationales sont foulées aux pieds. Des prisons sort un appel à l'aide pour plus de 6.000 détenus politiques, dont la situation horrible a été avouée par la commission gouvernementale du député TUGHUTT.

"La lutte sanglante contre les masses laborieuses est aggravée par la crise économique et la pauvreté auxquelles la bourgeoisie a réduit les mêmes masses.

"Perdant du terrain, les dirigeants polonais avec le secours des ministres du P.P.S. se forcent d'endiguer la vague révolutionnaire, qui augmente chaque jour.

"Le mécontentement général a poussé au pouvoir la clique de PILSUDSKI. Les masses étant éblouies par les leaders jaunes, ont encore des illusions sur les "tendances démocratiques de PILSUDSKI".Les masses attendaient du coup d'Etat, du pain, de la terre, du travail et la liberté.

"Les premières semaines encore ont démasqué les nouveaux gouvernants comme agents de la bourgeoisie capitaliste et des hoberaux, adversaires du prolétariat des villages et des minorités nationales. Les visages sont changés, mais le système de la terreur persiste toujours sous les grandiloquentes phrases de "guérison" du pays.

"On entend de nouveaux cris à l'aide des prisons de Varsovie, Lodz, Novogroutka,Wronki,etc...L'insupportable régime place Landzouzki et ses camarades, lutteurs sans peur de la cause ouvrière dans une situation très grave.

"On provoque la grève de la faim, inconnue dans l'histoire de ces dernières années, de 300 détenus politiques dans la prison de Bialostok, cette ville où, avec la connaissance du gouvernement, ont été martyrisés d'une gaçon inouïe, des centaines de paysans de la Russie Blanche.

"Dans la prison de Wronki, célèbre par les suicides de détenus politiques,le régime intérieur prend une forme encore plus terrible.

"Les victimes de la bourgeoisie,déjà exténuées et désespérées, recourent au dernier moyen, la grève de la faim.

"On emploie les baïonnettes à Gostinié, Ostrovez,etc.. contre la poussée des masses affamées et sans travail, qui s'élève toujours.

"On prépare une nouvelle attaque contre le mouvement révolutionnaire. On arrête en paquets les militants des Unions professionnelles. On dissout les organisations ouvrières, paysannes et on supprime la presse.

"A Varsovie, dans les provinces et dans l'Est, on met en scène de nouveaux procès politiques, intentés et organisés à la suite de provocations. En même temps, on ouvre la porte des prisons pour libérer toutes les canailles fascistes, adversaires d'hier de PILSUDSKI, aujourd'hui ses alliés.

"Le fameux démocrate MAKOVSKI, en son temps auteur du projet "humanitaire" pour les prisons est aujourd'hui ministre de la justice,et le responsable de toutes les horreurs des établissements pénitenciers.

"Dans la lutte contre la terreur blanche en Pologne s'organisent en même temps l'ouvrier de l'usine, le prolétaire du village et un grand nombre d'intellectuels. Pour la libération des prisonniers du capital, par dessus la tête des leaders,anciens ministres des gouvernements bourgeois, commencent à lutter, d'accord avec les communistes, les ouvriers du P.P.S.du parti national-ouvrier,etc..

"Simultanément en France, en Amérique, en Allemagne,etc.. se répand largemement le mot d'ordre pour la lutte contre la terreur blanche en Pologne.

"Dans les masses, des milliers d'émmigrants polonais ont signé des pétitions collectives pour la libération des camarades emprisonnés en Pologne.

"Les intellectuels français, qui ont élevé la première protestation de l'Occident contre la terreur blanche en Pologne à nouveau, marchent dans cette lutte avec les masses ouvrières et paysannes.

"Camarades! Citoyens! Grand a été votre élan pour défendre LANDZOUZSKI, GUIBNER, RAKOSI,les paysans de Tatar-Bounar.Maintenant, il faut donner une aide large dans la lutte à la Pologne ouvrière.

"Le M.O.P.R. demande l'organisation des milliers de combattants dans le monde entier.

"Dans les prisons de Pologne, périssent des centaines d'héroïnes du peuple polonais,-des femmes révolutionnaires.

"Femmes laborieuses de tous les pays! Aidez à la libération des prisonniers et prisonnières en Pologne.

"Les travailleurs intellectuels ont les meilleurs de leurs représentants derrière les grilles des prisons.

"Ouvriers social-démocrates! Suivant l'exemple du parti P.O.S. du parti national-ouvrier,etc...luttez pour la libération de tous les militants,pour votre cause commune.

"Au nom du front unique, unissez-vous malgré la volonté des leaders jaunes!

"Vive la solidarité internationale des travailleurs!

"Liberté pour les 6.000 détenus politiques de Pologne!

"Vive le P.O.P.R."

l'Exécutif du M.O.P.R.

COMITE POUR L'AMNISTIE EN POLOGNE.

On nous communique que le Comité d'action pour l'amnistie en Pologne a reçu entre autres adhésions nouvelles,celles de MM.GEORGES DUHAMEL, CHARLES VILDRAC, MARCEL MARTINET,BERNARD LECACHE.

Nous avons appris en outre avec plaisir qu'un " Comité pour l'amnistie" s'était fondé en Pologne même. Le secrétaire en est le député au Sejm,Stanislaw Ballin. Ce Comité est composé de représentants de tous les partis de gauche et publie un bulletin hebdomadaire dont le titre est "Amnestij"

L'ORGANE POLONAIS OFFICIEUX S'INQUIETE.-

Le Kurjer Poranny" (Courrier du Matin), organe officieux du gouvernement polonais actuel, vient de consacrer deux longues colonnes à l'action du Comité français pour l'amnistie en Pologne. C'est sous la forme d'une lettre de Paris, signée par M. Antoni POTOCKI, qu'on y parle de cette action (N° du 9 juillet 1926).

L'article commence par le passage suivant :

"Depuis quelques semaines se répand de nouveau la propagande antipolonaise des éléments bolchévisants en France. Il ne s'agit pas de l'action des communistes qui, évidemment ne changent jamais leur front antipolonais, mais de l'action de leurs sympathisants qui sont un instrument entre les mains des démagogues moins idéalistes".

Ensuite, l'article cite in extenso, le manifeste publié par le Comité pour l'A[illegible] en Pologne. L'auteur n'ose pas contester le moindre fait donné par le manifeste. Il se contente d'un appel au gouvernement polonais pour qu'il rectifie et réagisse.

L'article se termine par la "constatation" que les députés socialistes FONTANIER et FROT n'ont rien à voir avec le Comité pour l'amnistie en Pologne. MM. FROT et FONTANIER seront, sans doute, les premiers à rire de cette affirmation toute gratuite.

L'APPEL DES PRISONNIERS POLITIQUES.-

Les prisonniers politiques, détenus dans les grandes prisons de Varsovie, Lodz et Bendzin, ont lancé des appels au peuple polonais en lui demandant de continuer la lutte pour l'amnistie générale.

Ces appels, imprimés par milliers d'exemplaires et répandus par les soins du Secrétariat Commun des partis de la gauche ouvrière et paysanne, ont produit une profonde impression parmi les masses populaires, surtout dans les villes, où les prisonniers sont détenus.

LE COMITE DES FAMILLES.-

Les mères, les femmes et les soeurs des prisonniers politiques incarcérés dans les trois prisons de Varsovie, Mokotov, Paviak et Serbia, ont constitué un Comité de Secours pour les prisonniers politiques. Son secrétariat se trouve à Varsovie, 143 rue Marszal Kowska.

Le Comité a publié un manifeste où il demande à tous les gens de coeur de soutenir l'action en vue de la libération des prisonniers.

UN GRAND PROCES A LODZ.-

Pendant quatre jours s'est déroulé à Lodz le procès de 41 jeunes gens accusés d'avoir appartenu aux Jeunesses Communistes. L'accusation se basait presque entièrement sur les renseignements fournis par un certain Raphaël WITKOWSKI qui avait été acheté par la "défensive" (police politique).

Après avoir déposé au tribunal, WITKOWSKI voulait disparaître de Lodz, mais en arrivant à la gare, il fut atteint de trois balles et grièvement blessé par un garçon de 17 ans, SZYBICKI qui, dit-on, voulait se venger de la trahison commise par WITKOWSKI vis-à-vis de ses anciens camarades.

Le Congrès [illegible] le [illegible], organe offi-
ciel du gouvernement polonais [illegible], [illegible] de [illegible]
[illegible] à l'action du Comité Français pour l'enquête
[illegible]. C'est sous la forme d'une lettre de Paris, signée
par M. [illegible], qu'on a [illegible] de cette action (le
[illegible] juillet [illegible]).

L'article commence par le passage suivant :

Depuis quelques semaines on [illegible] de nouveau la propa-
gande antipolonaise des milieux [illegible] en France. Il
ne s'agit pas de l'action des communistes qui, [illegible]
[illegible], mais de l'[illegible]
[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Le procès a suivi son cours et le 9 juillet 1926, le verdict fut prononcé. 5 accusés ont été condamnés à 4 ans de travaux forcés chacun, 9, à 3 ans chacun, 6, à 2 ans chacun et 2, à 1 an 1/2 de prison chacun. 10 accusés ont été acquittés.
Il faut noter que les accusés ont attendu leur procès pendant 2 ans.

LES TORTURES.-

A la date du 6 juillet courant, le député PASZCZUK a déposé une interpellation au sujet de tortures qu'avaient subies les paysans ukrainiens incarcérés pour des motifs politiques à Luck-(Volhynie) depuis le mois de mars dernier.
Les fonctionnaires de la police secrète, comme ZAREMBA, TURKOWSKI, KOPECKI, LATUR, etc... ont torturé atrocement 38 prisonniers dont les noms sont connus.
Pour obtenir des aveux des accusés, ces fonctionnaires ont employé des procédés comme ceux-ci: on battait les victimes avec des tiges en caoutchouc, on leur arrachait les cheveux et les moustaches, on les mettait contre les poêles chauffés à blanc, on leur écrasait les doigts, etc...
Malgré que ces crimes soient depuis longtemps connus, les bourreaux ne sont nullement inquiétés par le gouvernement.

UN INSTITUT DES MINORITES NATIONALES.-

Le problème des minorités nationales a pris après la guerre une place importante dans la vie des nations. La Pologne qui a des minorités nationales importantes et, d'autre part, des minorités polonaises résidant en dehors de son territoire appartient à la catégorie des Etats les plus intéressés dans cette question. En vue d'étudier ce problème un groupe de personnes a fondé "l'Institut pour l'étude des problèmes de minorités nationales" ayant son siège à Varsovie. L'Institut a avant tout pour but de recueillir une documentation relative à la vie culturelle, économique, religieuse et politique des minorités nationales en Pologne. En même temps il aura pour mission d'étudier la vie et la situation légale des minorités dans les autres pays et plus spécialement celles des minorités polonaises.

Les fondateurs de l'Institut se proposent de publier des recueils de documents, de présenter des mémoires aux autorités gouvernementales et législatives, d'organiser des conférences et des cours, de contribuer à faire connaître à la société polonaise la vie des minorités nationales en Pologne et de coopérer ainsi à la formation des conditions d'une vie commune en bonne intelligence des différentes nationalités résidant sur le territoire de la République de Pologne.
La direction de l'Institut est composée comme suit: M. THUGUTT, député (président); M. CHOMINSKI, député; le professeur HANDELSMAN; le professeur KAMIENIECKI; M. OSMOLEWSKI (trésorier); M. A.TARNOWSKI (secrétaire). La direction a nommé M. HOLOWKO - directeur et M. PAPROCKI secrétaire de l'Institut.
Indépendamment de cet organisme, il nous est loisible de signaler qu'au mois d'août prochain s'ouvrira à Genève une conférence internationale des minorités ethniques et qu'une réunion préparatoire en vue de ces grandes assises, a été tenue ces jours derniers à Celzi, en Tchéco-Slovaquie.

Le procès a suivi son cours et le 2 juillet 1933, le verdict fut prononcé, 3 accusés ont été condamnés à 4 ans de travaux forcés chacun, 9, à 3 ans chacun, 4, à 2 ans chacun et 2, à 1 an 1/2 de prison chacun. 10 accusés ont été acquittés.

Il faut noter que les accusés ont attendu leur procès pendant 2 ans.

LES TORTURES.-

A la date du 6 juillet courant, la députée [illegible] a déposé une interpellation au sujet de tortures qu'avaient subies les personnes [illegible] incarcérées pour des délits politiques à [illegible] depuis le mois de mars dernier.

Les fonctionnaires de la police secrète, comme [illegible], [illegible], [illegible] etc., ont torturé notamment 20 personnes dont [illegible] sont mortes.

Pour obtenir des aveux des accusés, ces fonctionnaires employaient des procédés comme suit: on battait les victimes avec des tiges en caoutchouc, on leur [illegible] les chevilles et les mains, on [illegible] entre les [illegible], on leur [illegible] des dents, etc.

Malgré que des [illegible] soient [illegible] connus, les [illegible] ne [illegible] par le gouvernement.

LE PROBLEME DES MINORITES NATIONALES.

Le problème des minorités nationales a pris après la guerre une place importante dans la vie des nations. La Pologne qui a des minorités nationales importantes et, d'autre part, des minorités polonaises vivant en dehors de ses frontières appartient à la catégorie des Etats les plus intéressés dans cette question. En vue d'étudier ce problème un groupe de personnes a fondé "l'Institut pour l'étude des problèmes de minorités nationales" ayant son siège à Varsovie. L'Institut a avant tout pour but de recueillir une documentation relative à la vie culturelle, économique, religieuse et politique des minorités nationales en Pologne. En même temps il a en vue [illegible] d'étudier la vie et la situation légale des minorités dans les autres pays et aussi spécialement celle des minorités polonaises.

Les fondateurs de l'Institut se proposent de publier des recueils de documents, de préparer des mémoires aux autorités gouvernementales et législatives, d'organiser des conférences et des cours, de contribuer à faire connaître à la société polonaise la vie des minorités nationales en Pologne et de coopérer ainsi à la formation des conditions d'une vie commune et d'une entente des différentes nationalités résidant sur le territoire de la République de Pologne.

La direction de l'Institut est composée comme suit: M. THUGUTT, [illegible] (président); M. [illegible], député, le professeur [illegible]; M. [illegible] (trésorier); M. L. [illegible] (secrétaire). La direction a nommé M. [illegible] - directeur et M. [illegible] secrétaire de l'Institut.

Indépendamment de ces renseignements, il nous est intéressant de signaler qu'au mois [illegible] prochain s'ouvrira à Genève une conférence internationale des minorités ethniques et qu'une réunion préparatoire en vue de ces grandes assises, a été tenue ces jours derniers à [illegible], en Prusse Orientale.

LE PROCES RAKOSI-VAGI.-

Le 12 juillet s'est ouvert en Hongrie le grand procès des représentants de gauche, au nombre desquels on trouve les noms de RAKOSI et VAGI.

RAKOSI ne paraîtra pas sur les bancs de la justice de l'amiral HORTHY pour la première fois. Déjà en novembre dernier, il eût à se présenter devant le conseil de guerre de Budapest pour répondre du crime d'avoir combattu la politique de réaction folle instaurée par l'amiral HORTHY. On sait l'attitude admirable qu'il eût devant ces juges, prêts à l'envoyer à l'échafaud, déjà préparé à son intention. On sait aussi, que seule la protestation des ouvriers et intellectuels du monde entier, arracha RAKOSI des mains du bourreau et fit remettre son procès.

Aujourd'hui, voilà le hardi militant devant les assises. Il ne s'y présente pas seul. Outre les quatre amis qui connurent déjà avec lui le questionnaire du tribunal militaire, une cinquantaine d'autres inculpés répondront à ses côtés à l'appel du greffier. Ce sont les adhérents du Parti Socialiste ouvrier. Ce sont les amis de ce Stefan VAGI, qui fut arrêté dans une avenue de Budapest, alors qu'il marchait à la tête d'une démonstration organisée contre les faussaires BETHLEN et Cie. Quoique son groupement ait été représenté au congrès de Marseille de la IIème Internationale, l'amiral HORTHY l'accuse d'avoir fondé, après la scission du parti social-démocrate hongrois, un parti bolchevik masqué.

Mathias RAKOSI, lui, ne songe pas à cacher sa tendance. Il en mérite d'autant plus le respect. Mais le procès qu'on lui fait, ainsi qu'à VAGI, peut facilement s'expliquer. En effet, la condamnation incroyablement modérée des faussaires a pourtant suscité le mécontentement des cercles d'extrême-droite avec lesquels BETHLEN entretient des relations depuis le jugement de ses fidèles. Pour compenser leur exaspération, il faut condamner des chefs des partis de gauche.

En outre, l'orientation à gauche du mouvement ouvrier fait des progrès constants. Le Parti communiste et le parti ouvrier socialiste hongrois pénètrent non seulement parmi les ouvriers industriels, mais aussi chez les ouvriers agricoles. L'activité des communistes s'étend à toutes les organisations ouvrières légales, y compris le parti social-démocrate hongrois. Pour intimider la classe ouvrière, il faut prononcer des condamnations sanglantes qui ont en même temps pour but d'enlever aux communistes toute possibilité de travail légal.

Mais surtout, en engageant le procès RAKOSI-VAGI, le gouvernement hongrois veut fournir à ses maîtres CHURCHILL et CHAMBERLAIN, la preuve des relations existant entre RAKOSI et Moscou.

A la Société des Nations, CHAMBERLAIN avait défendu le gouvernement de faussaires hongrois contre les efforts du gouvernement tchécoslovaque. C'est surtout grâce à cette aide que le gouvernement hongrois a pu être sauvé. Le procès actuel contre RAKOSI est le remerciement du gouvernement hongrois pour l'aide qui lui a été apportée par les conservateurs anglais.

Ce qui est tout particulièrement caractéristique dans ce procès, c'est qu'on reproche seulement à RAKOSI son activité en tant que membre de l'Internationale Communiste et non pas les "crimes" commis par lui en qualité de membre du gouvernement révolutionnaire de la République des Soviets hongrois et pour lesquels il a été poursuivi pendant des années par la police hongroise. C'est qu'en effet, il n'est pas très prudent, pour les

Le 15 juillet s'est ouvert en Hongrie le grand procès des représentants de gauche, au nombre de [illegible] on trouve les noms de RAKOSI et VAGI.

RAKOSI ne paraîtra pas sur les bancs de la justice de l'amiral HORTHY pour la première fois. Déjà en novembre dernier, il eut à se présenter devant le conseil de guerre de Budapest pour répondre du crime d'avoir combattu la politique de réaction [illegible] instaurée par l'amiral HORTHY. On sait l'attitude admirable qu'il eut devant ses juges, prêts à l'envoyer à l'échafaud, déjà préparé à son intention. On sait aussi, que seule la protestation des ouvriers et intellectuels du monde entier, arracha RAKOSI des mains du bourreau et fit renvoyer son procès.

Aujourd'hui, voilà le nord mutilé devant les juges. Il ne s'y présente pas seul. Outre les quatre mois qu'il a passés déjà avec lui le questionnaire du tribunal militaire, une cinquantaine d'autres [illegible] répondront à ses côtés à l'appel du procureur. Ce sont les adhérents du Parti Socialiste ouvrier, ce sont les amis de ce Etienne VAGI, qui fut arrêté dans une avenue de Budapest, alors qu'il marchait à la tête d'une démonstration organisée contre les fausseurs [illegible] et Cie. Quelques mois auparavant ont été expulsés au congrès de Versailles de la [illegible] sociale-démocratie, l'amiral HORTHY l'accusa d'avoir fondé, après la social-démocratie, un parti socialiste ouvrier [illegible]

[illegible] RAKOSI, lui, ne songe pas à cacher sa [illegible] ses opinions [illegible] plus le respect. Mais le procès qu'on lui fait ainsi qu'à VAGI, peut facilement s'expliquer. En effet, le [illegible] [illegible] des fausseurs [illegible] d'extrême-droite avec lesquels [illegible] des relations depuis le jugement de [illegible] entretient des relations depuis le jugement de [illegible] pour compenser leur [illegible], il faut condamner des hommes des partis de gauche.

En outre, [illegible] à prendre [illegible] des progrès constants. Le Parti communiste et le parti ouvrier socialiste hongrois pénètrent non seulement parmi les ouvriers industriels, mais aussi chez les ouvriers agricoles. L'activité des communistes s'étend à toutes les organisations ouvrières [illegible], y compris le parti social-démocrate hongrois. Pour intimider la classe ouvrière, il faut prononcer des condamnations [illegible] qui ont en même temps pour but d'enlever aux communistes toute possibilité de travail légal.

Mais surtout, en engageant le procès RAKOSI-VAGI, le gouvernement hongrois veut fournir à ses maîtres [illegible] et [illegible] la preuve des relations existant entre RAKOSI et [illegible].

A la Société des Nations, CHAMBERLAIN avait défendu le gouvernement de [illegible] hongrois contre les attaques du gouvernement tchécoslovaque. C'est surtout grâce à cette aide que le gouvernement hongrois a pu être sauvé. Le procès actuel contre RAKOSI est le remerciement du gouvernement hongrois pour l'aide qui lui a été apportée par les conservateurs anglais.

Or qui est tout particulièrement caractéristique dans ce procès, c'est qu'on reproche seulement à RAKOSI son activité en tant que membre de l'Internationale Communiste et non pas [illegible] "crimes" commis par lui en qualité de membre du gouvernement révolutionnaire de la République des Soviets hongrois et pour lesquels il a été poursuivi pendant des années par la police [illegible]. C'est qu'en effet, il n'est pas très prudent, pour [illegible]

classes dominantes de Hongrie, étant donné le réveil de la classe ouvrière tant industrielle qu'agricole, de rappeler les souvenirs de la dictature prolétarienne. C'est pourquoi le gouvernement évite d'interroger Rakosi en tant qu'ancien commissaire du peuple sur les "crimes" commis par lui pendant la dictature prolétarienne. Ce qui est également caractéristique dans ce procès, c'est le rôle joué par le parti social-démocrate hongrois. Le procureur général n'a en mains que de faibles preuves. Il n'a pu convoquer comme témoins que des officiers de police, deux ou trois provocateurs notoires et un membre du parti social-démocrate hongrois, Gabriel Horovitz. Ce monsieur témoigna devant la police que le parti [illegible] hongrois [illegible] ch, [illegible] pendant le procès [illegible] e affirmation en qualité d'expert.

On voit donc que l'heure n'est plus aux tergiversations. La vie de 58 accusés politiques est menacée. Ils sont les victimes d'une réaction de voleurs et de forbans qui joue de leur têtes à des fins de stabilité gouvernementale. Il faut que le crime ne soit pas perpétré.

AUX ETATS-UNIS

POUR SACCO ET VANZETTI INNOCENTS.-

Devant l'imminence de la proclamation de la sentence sur le sort de SACCO et VANZETTI, le mouvement de protestation international contre le meurtre judiciaire qui se prépare a repris avec une nouvelle force.

Le prolétariat italien a pris une part considérable à ce mouvement de protestation. Le Parti Communiste italien a réussi à gagner au mouvement de nombreuses organisations prolétariennes et bourgeoises de gauche. L'organisation des métallurgistes de Gênes a envoyé à l'ambassadeur américain une résolution de protestation contre la condamnation au moyen de laquelle la bourgeoisie américaine se propose de supprimer deux défenseurs sincères du prolétariat, innocents des crimes dont ils sont accusés

Les ouvriers et les citoyens de la ville de Palmi (province de Calabre) ont protesté auprès de l'ambassadeur américain dans un télégramme contre la justice américaine qui veut exécuter des innocents.

Les ouvriers de la fabrique de wagons de Fegino, près de Gênes, ont adopté, dans une réunion à laquelle participaient, outre les communistes, des anarchistes, des syndicalistes et des sans-partis, un télégramme de protestation violente qui a été envoyé à l'ambassadeur américain.

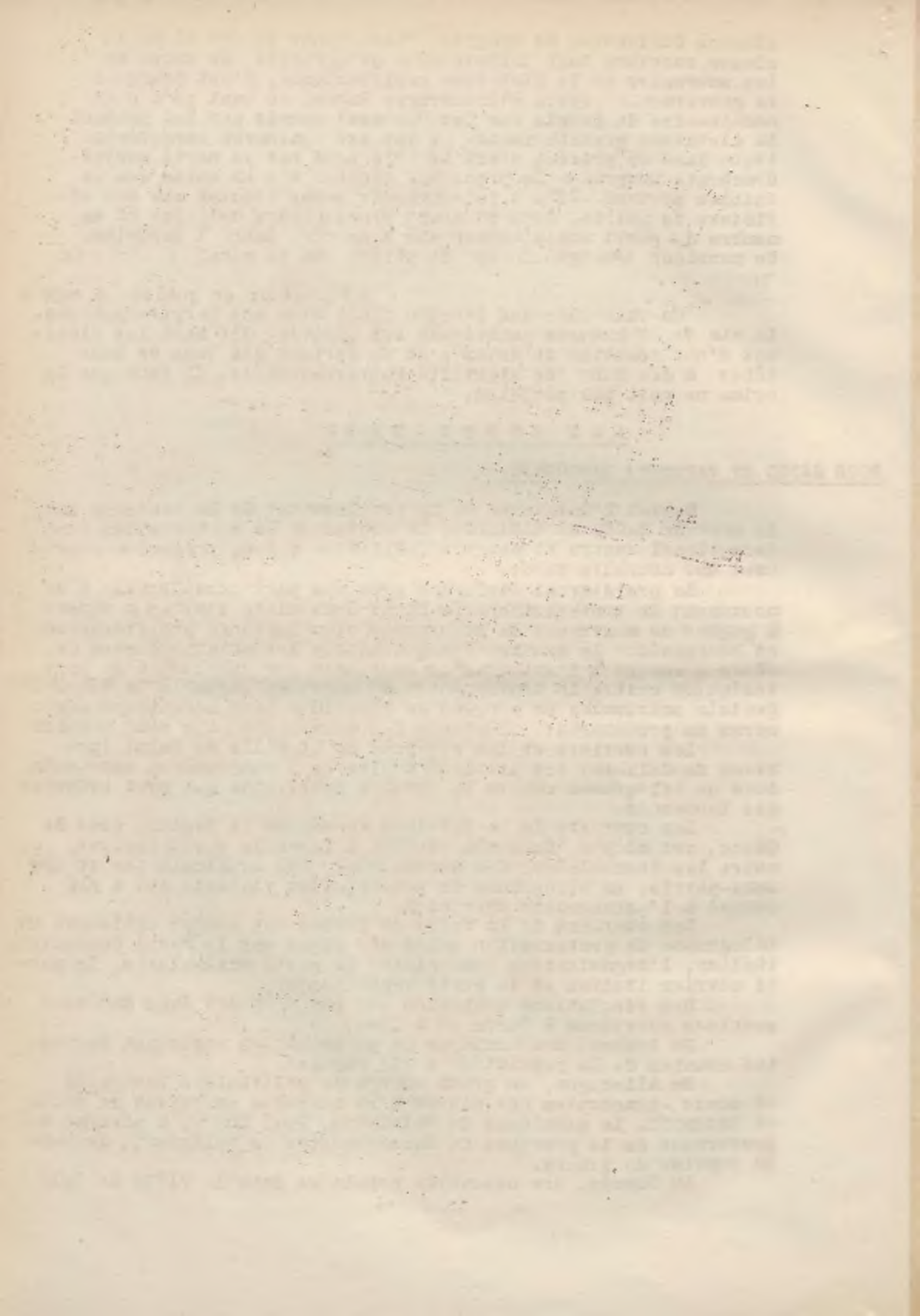
Les ouvriers de la ville de Savona ont envoyé également un télégramme de protestation qui a été signé par le Parti Communiste italien, l'organisation anarchiste, le parti maximaliste, le parti ouvrier italien et le parti républicain.

Des résolutions analogues ont été adoptées dans des assemblées ouvrières à Turin et à Côme.

En France, une campagne de protestation englobant de vastes couches de la population a été engagée.

En Allemagne, un grand nombre de politiciens bourgeois et social-démocrates ont adhéré à la campagne en faveur de SACCO et VANZETTI. Le président du Reichstag, Paul LO[illegible], a adressé au gouverneur de la province du Massachusetts un télégramme demandant la reprise du procès.

Au Canada, une assemblée populaire dans la ville de Calg[illegible]



a envoyé un télégramme de protestation contre la condamnation de SACCO et VANZETTI en réclamant leur libération immédiate.

E N   E S P A G N E

PRIMO DE RIVERA CONSPUE A PARIS.-

La participation du dictateur espagnol aux fêtes du 14 juillet a été marquée par de violentes manifestations.

En vain, la presse dévouée à l'ambassade a t-elle essayé d'en diminuer l'importance. Plus de cent arrestations ont dû être faites. Ce chiffre seul donne une idée de l'importance d'une protestation qui s'adressait exclusivement à la personne du dictateur espagnol.

Il faut ajouter que contrairement aux affirmations de la même presse, M. PRIMO de RIVERA n'a pas été l'objet d'une manifestation d'hostilité venue des seuls communistes.

En grand nombre, les socialistes et les républicains ont sifflé le tyran qui non content de maltraiter les ouvriers, exile d'Espagne des hommes comme UNAMUNO et Blasco IBANEZ.

PRIMO de RIVERA n'a pu parader dans l'avenue des Champs Elysées que sous les sifflets.

Les hommes de coeur, les antifascistes de tous les pays remercieront la population parisienne d'avoir assuré à cet homme sinistre l'accueil qu'il méritait.

CATALANISTES ARRETES A PARIS.-

Au cours de la grande manifestation du peuple de Paris contre le dictateur PRIMO de RIVERA une dizaine de catalanistes ont été arrêtés pour la distribution d'un tract.

Plusieurs d'entre eux ont été maintenus en prison. Il est incroyable que le gouvernement républicain en use ainsi à l'égard d'hommes qui n'ont pas commis le moindre délit.

Il faut protester contre l'asservissement des autorités françaises au gouvernement et à la police d'Espagne.

MARTINEZ ANIDO ET SES "PISTOLEROS".-

Parallèlement à la répression qui s'exerce en Espagne, après le complot avorté du 25 juin contre le gouvernement dictatorial de PRIMO DE RIVERA, Martinez ANIDO, l'ancien gouverneur assassin de Barcelone, actuellement ministre de l'Intérieur, veut imposer en France contre les militants révolutionnaires espagnols les mêmes méthodes qu'il imposa dans la Catalogne pendant la tragique période de la terreur criminelle.

En effet, profitant du voyage d'Alphonse XIII à Paris, et des 60 policiers de la bande mobile royale, Martinez ANIDO crut opportun d'envoyer aussi 5 de ses pistoleros (assassins professionnels) qui ont méritoirement conquis sa confiance dans le passé. Ces 5 pistoleros avaient un "travail" à faire en France: liquider tous ceux qui pourraient préparer un complot contre la vie du roi d'Espagne et contre tous ceux qui en France, luttent contre la dictature espagnole.

L'année dernière déjà, au moment où les campagnes de presse s'intensifiaient en France contre les dictateurs espagnols, Martinez ANIDO envoya 3 de ses pistoleros réaliser sa besogne. Une personnalité autorisée,-M. QUINONES de LEON, ambassadeur de l'Espagne à Paris, peut-être? - les renvoya là-bas. "En France, il n'est pas si facile de travailler qu'en Espagne" leur dit-il.

A présent, au lieu de trois, Martinez ANIDO, en a envoyé cinq.

0-0-0-0

Le 27 juin, la presse annonçait, dans un petit filet, l'assassinat mystérieux d'un ouvrier espagnol, Juan GARCIA, à Gennevilliers. Le 1er juillet, le "Matin" en parlant du prétendu complot organisé à Paris contre Alphonse XIII annonçait qu'en plus des anarchistes ASENSO et DUVRETI, il y avait trois autres complices: ORS, FERNANDEZ et GARCIA.

Quel rapport peut-il y avoir entre la présence à Paris des 5 pistoleros chargés de "liquider" tous ceux qui pourraient attenter à la vie du roi; l'assassinat de l'ouvrier Juan GARCIA et la nouvelle de la "complicité" dans le "complot" d'un nommé GARCIA ? Pourquoi n'a-t-on pas ouvert une enquête à ce sujet?

Et une dernière question: est-ce que le gouvernement français qui a fait expulser de nombreux ouvriers espagnols sous les ordres de la police espagnole tolèrera la présence en France des pistoleros envoyés par Martinez ANIDO? Est-ce que sur les réfugiés politiques qui ont cherché à sauver leur liberté ou leur vie en France, passera la menace de mort avec la complicité du gouvernement français?

EN ITALIE

LES BOURREAUX A L'OEUVRE.-

"La Riscossa", organe des émigrés italiens en France, fait connaître un fait, que les journaux italiens n'ont pas pu publier, baillonnés comme ils sont par le gouvernement fasciste.

Le fait s'est produit le 30 avril dernier. Mais nous croyons utile de le reproduire, car il montre d'une façon saillante ce qu'est le régime des bourreaux en chemise noire, qui étouffe le peuple italien.

Le 30 avril dernier, un groupe de fascistes emmena au siège du "Fascio" un jeune ouvrier surpris distribuant des tracts dans lesquels on invitait les ouvriers à chômer le 1er mai.

Les fascistes trouvèrent sur le jeune ouvrier une liste, dans laquelle étaient indiquées seulement des initiales de noms.

Pour l'obliger à avouer ces noms, les fascistes le soumirent à des tortures dignes des inquisiteurs du moyen-âge.

L'ouvrier fut d'abord battu avec des matraques ("manganelli") des cravaches et avec un gourdin en caoutchouc, sans qu'on réussît à lui arracher les noms qu'ils voulaient connaître.

On le mit ensuite dans un cachot, pendant une journée et une nuit, en l'obligeant à manger des anchois, sans lui donner à boire.

Malgré ces tortures, l'ouvrier ne parla pas.

Le matin suivant, on lui donna à boire de l'eau-de-vie. L'ouvrier, quoique à moitié ivre, n'avoua pas.

Les fascistes alors, lui frappèrent ses pieds nus à coups de nerf de boeuf; ils montèrent sur ses pieds avec des souliers à clous; on lui planta des aiguilles entre la chair et les ongles des mains.

Enfin, l'ouvrier, à bout de forces, déprimé par les souffrances physiques atroces, avoua les noms. Il s'agissait d'ouvriers souscripteurs de l'"Unita" journal communiste d'Italie.

Ce fait se passa à Turin.

"D'autres faits semblables, ajoute "La Riscossa", sont arrivés dans ces mêmes journées, sans qu'on en connaisse les

Le 28 mai, la presse [illegible], [illegible] un petit [illegible] [illegible] d'un ouvrier espagnol, Juan [illegible], [illegible]. [illegible] [illegible], [illegible] en [illegible] [illegible] à Paris [illegible] [illegible] [illegible] plus des anarchistes [illegible] et [illegible] [illegible] [illegible], [illegible] et [illegible].

Quel rapport peut-il y avoir entre la présence à Paris [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] à la vie au [illegible] [illegible] de [illegible] et la [illegible] de la "[illegible]" dans la "[illegible]" [illegible] [illegible] [illegible] n'[illegible] pas [illegible] [illegible].

Si une dernière question [illegible] que la [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] les [illegible] de la police espagnole [illegible] la présence en France des [illegible] [illegible] par [illegible] [illegible] [illegible] qui ont [illegible] à [illegible] leur liberté [illegible] leur vie en France, [illegible] la [illegible] du gouvernement français?

[illegible]

[illegible] A L'USINE.

"[illegible]", organe des [illegible] [illegible] [illegible] un fait, que les journaux italiens n'ont pas pu publier [illegible] par le gouvernement italien.

Le fait s'est produit le 30 avril dernier. [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible].

Le 30 avril dernier, un groupe de [illegible] [illegible] [illegible] un jeune ouvrier [illegible] [illegible] dans [illegible] les ouvriers à [illegible] les [illegible].

Les [illegible] [illegible] sur le jeune [illegible] dans [illegible] [illegible] [illegible].

[illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible].

L'ouvrier fut [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] et [illegible] un [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] les noms qu'il [illegible].

On le mit [illegible] dans un [illegible], pendant une journée et une nuit, en l'obligeant à [illegible] [illegible] [illegible], sans lui [illegible] à boire.

Malgré ses [illegible], l'ouvrier ne parla pas.

Le [illegible], [illegible] à [illegible] de l'[illegible] [illegible], [illegible] à [illegible] [illegible], n'[illegible] pas.

Les fascistes alors, lui [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] et des mains.

Enfin, l'ouvrier, à bout de forces, [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible], [illegible] les noms, [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] de l'"[illegible]" [illegible] [illegible].

Le fait [illegible] à [illegible].

"[illegible] [illegible] [illegible], [illegible] [illegible] [illegible]", [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible], [illegible] [illegible] [illegible].

détails, car les victimes sont actuellement en prison. En Italie, la censure a empêché que ces faits soient rendus publics".

D'AUTRES CONDAMNATIONS AU PROCES D'AQUILA.-

Dans le Bulletin précédent, nous avons publié les condamnations féroces infligées par la magistrature fasciste aux ouvriers accusés d'avoir participé au soulèvement d'Ancône en 1920.

Dans sa dernière séance, le tribunal a émis des condamnations non moins lourdes, contre cinq ouvriers, qui n'ont pu être appréhendés par la police. Au total, on a distribué encore 113 ans et quatre mois de réclusion. ORCIANI a eu 29 ans; BERNELLI, 24; ROCCHEGGIANI, 22; BERTI, 20; PETRINI, 18 ans et 4 mois.

LES ASSASSINS FASCISTES COMPARES AUX VICTIMES DE GUERRE!!

Le journal Officiel d'Italie publie le texte de la loi du 25 juin 1926, suivant laquelle les fascistes tombés ou mutilés "pour la cause nationale" sont égalés aux termes de la loi aux morts ou mutilés de guerre.

Sans commentaires!

LES MEURTRIERS D'UN MUTILE ACQUITTE.-

La Cour d'assises de Piacenza a acquitté 14 fascistes qui avaient assassiné, il y a un an, à Roncaglia, le mutilé de guerre LERTUA.

LERTUA fut tué à coups de bâton dans son lit. Les assassins appartenant à une escouade des Chemises Noires, pénétrèrent, pendant la nuit, dans sa maison.

Les jurés ont reconnu le principal inculpé, ROSSI, coupable d'un homicide non intentionnel, avec la circonstance atténuante d'ivresse et de provocation.

Il a été condamné à un an de prison mais libéré immédiatement pour avoir fait plus de douze mois de prison préventive.

Les autres ont été acquittés purement et simplement.

MOLINELLA, SOUS LA DOMINATION DES CHEMISES NOIRES.-

Molinella est une localité de l'Italie centrale, où la terreur fasciste la plus brutale s'acharne avec une violence inouïe depuis plusieurs années.

C'est que les travailleuses et les travailleurs de la localité se défendirent héroïquement contre les attaques et les vexations de toute sorte des fascistes.

Les travailleuses sont à l'avant-garde de la résistance ouvrière contre les fascistes.

Nous avons cité, dans notre dernier numéro, le passage d'une lettre du "Fascio", dans laquelle il était dit que pour pouvoir travailler, il faut être syndiqué dans les corporations fascistes. Malgré cet ordre, les travailleuses des champs non inscrites à ces organisations-geôles, n'ont pas voulu se plier.

C'est ainsi que le 1er et le 2 juillet, plus de 200 travailleuses ont été arrêtées. Une trentaine sont encore en prison, les autres ayant été relâchées. Mais le bandit notoire REGAZZI, à la tête d'une escouade fasciste, bat les campagnes pour faire adhérer les travailleurs et travailleurs aux organisations syn-

dicales fascistes.

Les tristes gestes accomplis par ce lamentable sire, nous laissent prévoir par quels moyens il obtiendra l'emprisonnement des ouvriers et ouvrières de Molinella dans les organisations fascistes.

Le gourdin et la matraque ne pourront toutefois y contraindre les vaillants travailleurs de ce pays martyr!

EN ESTHONIE

Pendant les élections législatives en Esthonie, la police a arrêté deux communistes MM. ABRAMSON et FEZUR. Ayant été élus députés, le ministre de la justice a demandé au présidium parlementaire d'annuler l'immunité des deux sus-nommés et de les livrer à la police. A sa dernière séance, le présidium y a consenti.

INFORMATIONS

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL POUR L'AMNISTIE POLONAISE.-

Le mouvement de protestation contre la terreur en Pologne et pour l'amnistie se développe dans toute l'Europe.

En Belgique, une grande campagne se déroule.

Le 7 juillet à Seraing, un grand meeting a été donné au théâtre avec le concours des citoyens VERCEBRUICE et CHAPELIER. Le 6 juillet à Bruxelles, une importante démonstration fut organisée. Y prirent la parole les citoyens Xavier RELECOM du parti socialiste, Charles PLISNIER avocat, Dr. Anton JACOB, LOOTENS, conseiller provincial.

La population belge suit la campagne avec la plus grande sympathie.
